

## CONTRIBUTION À LA RÉFLEXION À L'ENTRÉE DU CDFN JANVIER 2015

*L'attentat perpétré à Charlie Hebdo et les massacres qui ont suivi ont considérablement choqué l'ensemble de la population, et donné lieu à une émotion très forte et à un élan de solidarité sans précédent. Si rien ne permet de présumer avec certitude de la nature des orientations politiques qui seront prises à la suite de ces événements, le mouvement social doit peser de tout son poids car lourds sont les risques qu'elles ne penchent vers toujours moins de libertés et d'égalité.*

---

Les manifestations des 10 et 11 janvier ont marqué l'importance de l'événement tragique pour les citoyennes, compatissant avec les victimes des attentats et marquant là une volonté de réaffirmer des valeurs que nous portons, la paix, la solidarité, la liberté d'expression, la laïcité, la tolérance, mais aussi le refus des racismes et des stigmatisations...ce qui est une bonne "surprise" dans le contexte politique, social et moral que nous connaissions. Les cortèges, nombreux et extrêmement massifs, sont en ce sens un signal positif. Bien entendu, il ne faut pour autant oublier ceux et celles qui n'ont pas participé ; ni passer sous silence ceux qui ne sont pas Charlie pour les mêmes raisons que nous... Il ne faut pas non plus encenser l'apparent unanimisme, ni célébrer l'union nationale appelée par le gouvernement. La mobilisation citoyenne aurait eu lieu sans la participation de tous ces chefs d'état,

pour certains avec de très lourds pédigrées en matière de respect des libertés démocratiques, voire de terrorisme, et qui n'avaient pas leur place à Paris ; l'élan populaire extrêmement massif a empêché toute tentative de détournement. C'est un signal positif pour les combats démocratiques à venir.

Une fois le temps de l'émotion passé, et le terrorisme condamné, il faut envisager les suites à donner à un événement de cette ampleur, et cela en évitant de nombreux écueils : le discours de Valls à l'assemblée dès le 13 janvier, la proposition de créer un service de renseignements au sein de la PJJ, par exemple, les annonces visant à créer des espaces « dédiés » pour les détenus radicalisés dans les prisons, tout cela a de quoi nous inquiéter sur la volonté de mettre en place des lois sécuritaires, toutes liberticides ; à ce titre, il faudra lutter contre toutes les intolérances et les exclusions, refuser

les tentatives de repli sur soi et de peur de l'autre. Les annonces politiques visant à instaurer un climat de guerre, réclamant la fin de Schengen ou encore déclarant l'état d'urgence sont évidemment à condamner. Cependant, si le gouvernement a trouvé un point d'appui dans la manif de dimanche, s'il a cherché à décréter l'unité nationale, c'est aussi que cela l'exonère de considérer les vraies fractures de notre société : les « citoyen-es » ne sont pas à égalité de droit et de traitement sur le territoire, loin s'en faut, selon leur appartenance de classe et leur origine. Prétendre le contraire serait oublier un peu vite les violences institutionnelles qui sont faites à certain-es, selon leur origine, au quotidien, les exclusions ordinaires, les discriminations de chaque jour. Ce serait oublier aussi les violences d'état, comme à Sivens par exemple, il n'y a pas si longtemps. Les responsabilités à cette situation sont multiples, et l'écueil le plus grave serait sans doute de penser que seul le fanatisme religieux est à l'origine de ce drame. Il ne faut pas occulter non plus le contexte de guerres sur la scène internationale, et la responsabilité de l'Etat français....

Il est aujourd'hui nécessaire d'analyser les causes multiples qui ont conduit à cet événement, et en particulier de se pencher sur la responsabilité politique : à force de mesures anti sociales, d'exclusions politique et sociale de creusement des inégalités, les politiques libérales, renforcées aujourd'hui par l'austérité, ont fabriqué depuis des dizaines d'années le ferment à cette violence. Ce n'est pas faire l'apologie de l'attentat, c'est essayer de voir en face les raisons sociales d'une telle dérive, et donc les issues possibles au niveau politique.

### **Un climat social dégradé : qui s'en émeut ?**

Avant le mercredi 7, il y avait eu les

centaines de migrants, naufragés sur des embarcations indignes, à la dérive d'un littoral à l'autre... Il y avait eu cette famille Rom à qui l'on refuse l'inhumation d'un enfant ; ces SDF qui meurent dès les premiers froids, tant leur condition de vie est pauvre et inhumaine ; il y avait aussi ces réfugiés dans les rues de Calais, à qui l'on consent un toit quand le froid est trop aigu, pour le retirer avec cynisme et fermer le hangar dès que la température devient « supportable ». C'était ça aussi, l'état de la société, début janvier... et il n'y a pas de quoi être fier.

La réponse politique fut affligeante : Hollande a multiplié les apparitions médiatiques et rappelé, au cours de ses vœux, qu'il ne changerait rien : il poursuit sa ligne libérale à travers le Pacte de responsabilité et la mise en place de la loi Macron, deux agressions supplémentaires à l'encontre du salariat. La violence de la crise est réelle, le chômage ne cesse de croître, mais le gouvernement poursuit cependant sa politique d'austérité pour satisfaire aux exigences de l'Union européenne.

La situation économique et la politique de l'emploi menée par le gouvernement nécessitent la construction d'un rapport de forces pour empêcher les régressions de tous ordres ; **la loi Macron** à elle seule justifierait une journée de mobilisation interprofessionnelle. En Ile de France, les organisations syndicales sont déjà mobilisées et lancent un appel unitaire à manifester le 26 janvier, contre la loi Macron : il faut considérer de façon sérieuse cette perspective en cherchant à généraliser ce type d'initiatives dans les départements, car il faut travailler à une riposte interprofessionnelle la plus unitaire possible.

La crise de direction qui frappe **la CGT**

mêle des questions de d'éthique, de fonctionnement mais aussi, même si c'est moins présent, des questions d'orientation. En effet, et même si elle s'est positionnée dans un refus d'accompagnement de la politique gouvernementale, la CGT a eu du mal à avoir un discours clair par rapport à celle-ci (politique alternative, construction des mobilisations). De nombreuses structures de la CGT ont eu du mal à s'y retrouver, ce qui a contribué à alimenter la crise interne. Les pratiques et l'entêtement de Thierry Lepaon font mal à la CGT mais aussi au reste du mouvement syndical car beaucoup de salarié-es ne font pas forcément de distinguo parmi les organisations syndicales et peuvent les ranger comme une des courroies du "système".

Les autres chantiers en cours sont eux aussi problématiques : **la réforme territoriale**, en concomitance avec la revue des missions de l'État, qui se mène actuellement dans le plus grand des dénis démocratiques, est à resituer dans les choix budgétaires de réduction des dépenses publiques de 50 milliards d'euros sur 3 ans. La création des métropoles, la modification de la carte intercommunale, la fusion des régions, les transferts de compétences répondent ainsi à l'objectif politique de réduire le périmètre de l'action publique en recourant à des transferts de missions aux collectivités territoriales, à des associations, au privé. La revue des missions de l'État menée au pas de charge et en toute opacité met en musique les conséquences des choix d'austérité. Le fait que les personnels et leurs organisations syndicales soient tenus à l'écart indique une volonté politique de mise en œuvre autoritaire alors que le calendrier resserré ne crée pas les conditions d'un débat contradictoire. Le recours à des consultants privés (genre "cabinets

d'audits") évoqué pour accompagner la mise en œuvre par ministère des « stratégies de changement » laisse présager le pire concernant la mise à mal des personnels. **Dans la FP**, la priorité mise par le ministère sur les questions de mobilité dans l'accompagnement des personnels touchés par les réformes préfigure des régressions graves autour d'enjeux centraux que sont le rôle de l'état, le devenir des services publics, des missions, des personnels et du statut. **Par ailleurs, les négociations PPCR** (parcours professionnels, carrières, rémunérations) se poursuivent. Dans le contexte politique d'austérité déjà évoqué, difficile d'imaginer que les discussions engagées puissent aboutir sur quelques chose de positif et favorables aux différents agents des trois fonctions publiques. Il est cependant nécessaire de suivre avec attention les différentes séquences qui vont traiter de tout ce qui concerne avancement d'échelons, de grades et grille indiciaire, avec la reconnaissance du mérite et logique managériale au cœur des discussions et une volonté de remise en cause du statut.

**Dans l'éducation**, les mobilisations de fin d'année pour l'éducation prioritaire ont été nombreuses et déterminées ; elles se poursuivent en janvier car la situation n'est pas résolue. Le MEN a publié une nouvelle carte de l'EP dont le périmètre reste inchangé : le redéploiement fait donc des perdants, ceux qui sont exclus de la nouvelle carte pour faire place aux autres. Alors que la situation économique et sociale s'est dégradée et que les moyens pour l'école ont été laminés au cours des années Sarkozy, la sortie de l'EP équivaut à une injustice. La question de l'EP aurait à elle seule mérité une grève nationale sur la question : la grève du 3 février doit permettre de donner à cette question une visibilité importante, et

d'élargir aussi nos revendications à l'ensemble de l'EN. En effet, cette grève est essentielle car la colère est grande parmi nos collègues, tant au sujet des salaires que des conditions de travail totalement dégradées ; et la préparation de la rentrée 2015 va mettre en lumière des difficultés accrues. Si cette grève est nécessaire, elle doit être réussie : il faut donc prendre toutes les mesures qui s'imposent pour que cette action soit la plus unitaire possible ; il faut aussi envisager des suites afin de donner des perspectives et qu'elle ne soit pas considérée comme une journée sans lendemain.

**En Europe**, les lignes bougent et certains signaux sont très positifs : le mois de décembre a vu se succéder des mouvements de grève générale contre les politiques d'austérité, en Angleterre, en Italie et en Belgique ; la percée de Podemos en Espagne laisse espérer une victoire aux législatives de novembre, et imposerait alors une alternative aux politiques européennes en place. Quant à Syriza, l'échéance électorale est plus proche et a déjà suscité des réactions dans la classe politique dirigeante ; les pressions intolérables que subit ce parti, de la part des marchés et de certains dirigeants européens, sont la preuve qu'il y a là un fort enjeu grec pour l'Europe tout entière, et qu'il s'agit de l'opportunité de déboucher enfin sur une Europe rendue aux peuples. La situation en Grèce peut être un levier pour imposer une alternative au libéralisme en place, et la FSU doit en ce sens apporter son soutien à Syriza.

## **Elections professionnelles 2014**

Les élections professionnelles ont rendu leur verdict. Il faut en examiner le bilan au vu des 3 enjeux que nous avons mis en avant : la participation des salarié-es, les influences respectives du syndicalisme de transformation sociale et du syndicalisme d'accompagnement, la place de la FSU dans le champ des fonctions publiques.

**Avec un taux moyen de participation de 52,8 %**, ce sont seulement 2,7 millions des agents concernés qui ont voté. 47 % ont donc boudé ce scrutin présenté partout comme « très important ». Visiblement pas pour tout le monde, notamment les salarié-es concerné-es... La participation est en recul de 2 points par rapport aux dernières élections de 2011. Et il faut prendre aussi en compte les 134 000 « blancs et nuls » (4,8 % des votants...).

C'est dans la territoriale que le recul par rapport à 2011 est le plus accentué (-4,1 pt), certainement en rapport avec les incertitudes pesant sur l'avenir des collectivités territoriales, la définition de leurs périmètres et compétences, dans un champ d'instances représentatives très nombreuses et éclatées. C'est toutefois dans la FPH que le taux est le plus bas (50 %).

Dans la FPE, il y a de grandes inégalités. Si on prend les CT ministériels, on passe des 34,5 % du MESR aux 82 % des Finances, avec toutefois les 41,7 % du MEN (et 44 % des effectifs de la FPE...). Si on « enlève » les ministères MEN et MESR, on a une moyenne générale de 71,4 %. Ajoutons qu'à La Poste (vote informatisé aussi) et à Orange, où la FSU est absente, les taux sont proches de 80 %.

D'une manière générale et globale, on note donc une distanciation d'une bonne partie des salarié-es d'avec la

« chose syndicale », que soit dans la représentativité institutionnelle ou l'orientation « politique », à l'image de ce qui existe dans la sphère du politique où la crise de représentation est à son summum. Le contexte social et politique pèse et renforce des tendances de fond : poursuite de la crise économique, accentuation des politiques libérales, promesses non tenues par Hollande, rupture majeure avec « la gauche », développement de l'extrême-droite, crise sans précédent du mouvement ouvrier organisé, absence de réponses alternatives nécessaires de la part des forces du mouvement social, absence de victoires significatives pour notre camp social depuis maintenant 10 ans... Tout cela contribue largement à faire douter de l'efficacité du syndicalisme, à la fois au plan individuel et sur le terrain du métier.

Cette distanciation est sans doute corrélée au cadre des collectifs de travail et à l'ambiance en leur sein. Plus on va vers le « petit », plus est difficile le sentiment collectif, dont le syndicalisme est encore une expression. C'est certainement ce qui explique en partie les différences d'implication des salarié-es, d'un service à l'autre, combiné aussi à la présence active d'équipes syndicales.

**A l'échelle des 3 fonctions publiques**, les variations de résultats pour les principales organisations sont significatives (2011-2014) : CGT de 25,4 à 23,1 ; CFDT de 19,1 à 19,3 ; FO de 18,1 à 18,6 ; UNSA de 9,3 à 10,4 ; FSU de 8,2 à 7,9 ; Solidaires de 6,6 à 6,8 ; CFTC de 4 à 3,3 ; CGC stable à 2,9... Ce qui donne en sièges au Conseil commun de la FP : CGT 8, CFDT 6, FO 6, UNSA 3, FSU 2, Solidaires 2 et CFTC, CGC, FA-FP 1.

Pour ce que l'on a l'habitude de ranger dans le « syndicalisme de transformation sociale » et qui travaille

souvent ensemble, on a une baisse nette de la CGT (-2,3 pts), une petite baisse de la FSU (-0,3 pt) et une petite hausse de Solidaires (bien qu'en baisse dans la FPH) de +0,2 pt.

Pour FO, difficile à « classer » tellement son spectre de positions et d'équipes syndicales est large, mais avec un discours « anti austérité » dans la dernière période, confirmation d'une montée (visible dans les 3 FP) de 0,5 pt.

Pour le syndicalisme ouvertement accompagnateur des politiques gouvernementales et patronales, on a par contre une montée de +0,2 pt pour la CFDT et surtout de +1,1 pt pour l'UNSA.

Même si on agrège FO à CGT/FSU/Solidaires, on a une perte de -1,9 pt face à la montée de +1,3 pt de CFDT/UNSA. C'est une confirmation de ce que l'on constate depuis maintenant plusieurs mois dans d'autres élections professionnelles, même si ce « bloc » (avec CFTC et CGC en plus) ne fait que 35,9 % et est donc loin des 50 % nécessaires à la validation d'un accord FP...

On retrouve cette tendance aux niveaux plus particuliers de chacune des FP (FPE -2,2 pts pour CGT/FSU/Solidaires ; FPT -2,6 pts ; FPH -2,3 pts).

La FPT est celle où la CGT baisse le plus (-3,5 pts) alors qu'elle était en situation dominante, avec, en contre point, une progression forte de l'UNSA (+1,9) et de la ...FGAF (+1,1). FO progresse de +0,3 pt (17 %) et Solidaires de +0,7 pt (mais seulement 3,6 %). La FSU progresse légèrement aussi (+0,2 pt).

Dans la FPE, même tendance à la baisse prononcée pour la CGT (-2,4 pt et perte de 18,2 % de son électorat de 2011) qui se retrouve maintenant « 5<sup>ème</sup> ». La FSU recule légèrement de -0,2 pt (-5 %) en « masquant » son gros recul dans ses bastions MEN et MESR. Solidaires progresse de +0,4 pt

avec une grosse percée aux Finances (+6,8 pts). CFDT et UNSA jouent à « sommes nulles » (baisse de la CFDT mais progression de l'UNSA, la seule à gagner des voix) et FO grignote encore +0,5 pt malgré un gros recul à l'Intérieur de 10,3 pts, confortant sa première place devant la FSU (17 %, 15,6 %).

Dans un contexte déjà évoqué et peu favorable aux idées et projets alternatifs émancipateurs, le syndicalisme de transformation sociale est en difficulté. Il n'a pas réussi à montrer aux salarié-es son efficacité à s'opposer aux attaques libérales de droite ou de « gauche », accentuant le repli des idées d'égalité, de justice sociale, de conscience et action collectives. Plus grosse organisation, la CGT est celle qui en paye le plus le prix, doublé d'un effet conjoncturel lié à sa crise de direction qui a des effets dévastateurs.

Ne voyant venir rien de crédible du côté de la transformation sociale, une partie des salarié-es se rabat alors sur le tout petit peu que cherchent à promouvoir les adeptes de l'accompagnement social, dans une illusion « réaliste ». Cela pour celles et ceux qui accordent encore du crédit au syndicalisme. Les autres se réfugient dans l'abstention et cèdent aux sirènes du populisme et de l'extrême droite sur le terrain politique ...

Pour autant, on est très loin de la stabilisation et la structuration d'un pôle unifié du syndicalisme d'accompagnement qui serait un outil formidable pour le pouvoir actuel afin de mettre en musique chez les salarié-es ses politiques libérales.

La « spécificité » du syndicalisme français avec une place encore prépondérante du « syndicalisme de lutte » demeure, mais un « syndicalisme de lutte » affaibli et divisé qui devrait être amené à se poser dans un même mouvement la

question de son unité et de sa crédibilité auprès des salarié-es...

### **Et la FSU dans tout cela ?**

L'enjeu pour elle était double : reconquérir sa première place dans la FPE enfermant la parenthèse 2011 (responsabilité de l'abstention...) et entrer au Conseil supérieur de la FPT afin d'y obtenir une représentativité nationale...Elle échoue sur ces 2 questions.

Pour la FPT, elle totalise 3,3 % des voix, avec un gain de 3600 voix (+0,2 pt), ce qui est insuffisant pour entrer au CSFPT. Et ce malgré un doublement des listes déposées, une première place dans 7 conseils généraux, 2 conseils régionaux ainsi que dans plus de quarante collectivités et intercos...Cela traduit une trop grande diversité de l'implantation FSU qu'une aide « fédérale » supplémentaire mais insuffisante encore et qu'une collaboration fragile des 2 principaux syndicats nationaux concernés (SNUCLIAS et SNUACTE) n'auront pas permis de combler. L'enjeu reste donc un renforcement de la FSU dans la territoriale passant par une fusion de ses 2 syndicats et un suivi plus grand des instances fédérales à tous les niveaux.

Dans la FPE, elle ne recule que de 0,2 pt alors qu'elle enregistre un recul historique de 5,1 pts au MEN et de 6,3 pts au MESR. Elle recule aussi à l'Agriculture (1ère avec 23,5 %), au MEDDTL (5,2), aux Finances (2,3), à la Justice (6,5), à Jeunesse et Sports (3,3), au Travail 10,1). Elle progresse aux Affaires étrangères, à la Culture, à la Défense. Il faut ajouter à cela sa progression à la CDC (10,3 %) et la prise en compte de ses voix à Pôle emploi (1ère avec 33,8 %). En lien avec la chute de la CGT, elle stabilise sa seconde place, lui permettant de peser dans les rapports syndicaux.

Pour la seconde fois, la FSU recule au

MEN, son « bastion », où elle réalise 79 % de ses voix de la FPE. Après son recul déjà significatif de 2011 (-2 pts), elle perd cette fois 5,1 pts avec 35,5 %. Certes, elle est de loin encore première mais son rapport avec « son second » (UNSA à 21,9 %, +1,2 pt) est passé de 1,96 à 1,62 et celui-ci progresse de 17 % en voix. FO (13,6 %) progresse beaucoup : +3,5 pts et +49 % ! Mais ce sont « les droites » (SNALC/FAEN/CFTC) qui gagnent le plus de voix (+75 %), totalisant 7,5 % (+2,8 pts). SUD (5,2 %) et la CGT reculent (5,5 %), comme le SGEN CFTD qui poursuit son érosion (8,9 %, -1,1 pt).

Les scores en CAPN des 2 gros SN de la FSU répercutent cette tendance : -6,4 pts pour le SNES chez les certifiés et -3,8 pts chez les PE pour le SNUipp.

Il s'agit donc bien d'un très gros recul dans le cœur de l'électorat enseignant de la fédération. Au vu du détail des différents résultats (CTM, CAPN), les raisons sont à rechercher dans plusieurs directions. Tout d'abord, comme souligné plus haut, dans le contexte général qui marque la situation sociale et politique. Le message FSU d'une transformation « progressiste » de l'école, attachée à la réussite de tous les enfants, passe plus difficilement au moment où des politiques libérales sont mises en œuvre sans que le syndicalisme de transformation sociale soit capable d'y mettre un « holà », à l'école comme ailleurs. La poussée du SNALC est révélatrice. D'autant que dans leurs pratiques, les SN de la FSU, confrontés à un contexte budgétaire « fermé » et à une politique gouvernementale peu engageante pour les personnels, ont paru ne pas vraiment s'opposer à certaines régressions vécues par ceux-ci (rythmes et décret de 1950 par exemple). Un brouillage dans lequel s'est engouffré FO qui, à partir de son fond « défense du statu quo », a su

capter une part de l'insatisfaction des collègues qui ont renoncé à changer l'école (et le reste...). Avec une trop faible critique des politiques gouvernementales portée par la FSU et ses SN, le discours de FO est apparu comme porteur d'une forme d'opposition, même imparfaite. La présence sur le terrain, plus faible que par le passé, indice aussi d'une distanciation d'avec les personnels et dangereuse pour un syndicalisme jusque là largement majoritaire, a certainement un rapport avec l'affaiblissement électoral des gros SN FSU. D'autant que, même s'il y a eu une nette amélioration par rapport à 2011, le lien SN FSU et FSU n'est toujours pas assez évident pour les personnels (voir le différentiel dans les totalisations FSU sur CTM et CAPN...).

Beaucoup de choses à creuser donc dans les 4 années qui viennent...en lien avec la menée d'une réflexion sur la façon d'avancer dans l'unité du syndicalisme de transformation sociale.